



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFECTURE DE SAÔNE ET LOIRE**

**DIRECTION des AFFAIRES LOCALES  
et de l'ENVIRONNEMENT**

**A R R Ê T É**

Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

Autorisation d'exploiter une station de  
recompression de ligne sur le réseau  
de transport de gaz

**LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**Société GAZ DE FRANCE**  
Région Centre Est  
33 Rue de Pétrequin  
69413 LYON CEDEX 06

N° 97 / 22 56 / 2 - 2

VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée,

VU la nomenclature des Installations Classées modifiée,

VU la loi 92.3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau et son décret de nomenclature n° 93.743 du 29 Mars 1993,

VU la demande présentée en date du 26 Juin 1997 par la Sté GAZ DE FRANCE Région Centre-Est à l'effet d'être autorisée à exploiter une station de recompression de ligne sur le réseau de transport de gaz sur la commune de Palteau,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 Septembre 1996 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,

VU le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 21 Octobre au 20 Novembre 1996 et le rapport du Commissaire Enquêteur en date du 10 Décembre 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal d'Ecuelles en date du 25 Octobre 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal de St Martin en Gatinois en date du 25 Octobre 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal de Palteau en date du 9 Novembre 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal de Corgengoux en date du 5 Novembre 1996,

.../...

VU l'avis du Conseil Municipal de Chivres en date du 2 Novembre 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal de Chevigny en Valière en date du 29 Novembre 1996,

VU les avis de :

- Mr le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 7 Novembre 1996,
- Mr le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 Novembre 1996,
- Mr le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 29 Novembre 1996,
- Mr le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 4 Décembre 1996,
- Mr le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 25 Novembre 1996,
- Mr le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 8 Janvier 1997,
- Mr le Directeur Régional de l'Environnement en date du 31 Octobre 1996,

VU l'avis et les propositions de Mr le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Région Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées, en date du 26/05/1997,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 12 JUIN 1997

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## A R R Ê T E

### T I T R E   P R E M I E R

#### OBJET DE L'ARRETE

#### Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Gaz de France -Région Centre Est dont le siège social est situé 33 rue de Pétrequin 69413 Lyon Cedex 06, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à procéder l'exploitation d'une station de recompression de ligne sur le réseau de transport de gaz dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Palteau, parcelles cadastrales 46, 47 et 48, section D.

.../...

## **Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS**

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :

- deux ateliers de compression,
- quatre turbocompresseurs,
- un bâtiment administratif,
- des bâtiments de contrôle-commande

## **Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS**

DESIGNATION	CAPACITE	RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	REGIME
Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa comprimant des fluides inflammables, la puissance absorbée étant supérieure à 300 KW	4 compresseurs d'une puissance totale de 30 MW	2920.1.A	A
Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 KW	40 KW	2925	D
Installation de combustion consommant exclusivement du gaz naturel, la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure ou égale à 20 MW	[2 X 30 MW + 2 X 15 MW + 2 X 0.2 MW + 1 MW + 0.05 MW]	2910	A

## **TITRE DEUXIEME**

### **CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

## **Article 4 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

.../...

## **Article 5 - DISPOSITIONS GENERALES**

**5.1** - Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

**5.2** - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

**5.3** - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises :

- . les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), et convenablement nettoyées ;
- . les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- . des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

**5.4** - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

**5.5** - L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

### **5.6 - Valeurs limites des rejets**

Les valeurs limites fixées pour les rejets dans le présent arrêté s'entendent dans les conditions ci-après :

- Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.
- Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.
- 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

.../...



- Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### **Article 6 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES**

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 7 - CONTROLES**

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 8 - ENREGISTREMENT**

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 9 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

#### **Article 9 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE**

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

.../...

## TITRE TROISIEME

### **PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

#### PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

##### Article 10 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

###### 10.1 - Consommation d'eau

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés mensuellement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable.

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et faire l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

###### 10.2 - Réseaux

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet sont distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique et les eaux vannes, désignées ED,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées même accidentellement, désignées EP.

Tout rejet d'eaux industrielles par l'établissement est interdit.

Les eaux pluviales sont drainées vers un bassin d'écroulement de 180 m<sup>3</sup>. Une vanne de sectionnement est disposée avant le rejet de ces eaux dans le milieu naturel.

.../...

### 10.3 - Rejets

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont définis comme suit :

DESIGNATION DU REJET	NATURE DES EAUX OU DES EFFLUENTS	DESIGNATION DU MILIEU RECEPTEUR
ED	eaux usées domestiques (sanitaires, douches, réfectoire)	milieu naturel après traitement
EP	eaux de ruissellement	bassin d'écêtement, traitement, puis milieu naturel

Les ouvrages de rejet des eaux pluviales sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.

### 10.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

#### 10.4.1 - Stockages, rétention, manipulation et transport

► Tout stockage aérien de liquide (produits-déchets) susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

.../...

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

► Le stockage enterré des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé qu'en réservoir double enveloppe muni d'un système de détection de fuite.

L'étanchéité des réservoirs peut être contrôlée à tout moment.

► La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

#### 10.4.2 - Equipements et canalisations

Les réservoirs, canalisations et tout équipement accessoire, susceptibles de contenir des substances toxiques, dangereuses ou insalubres, sont étanches et résistent à l'action physique et chimique de ces substances.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

#### 10.4.3 - Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés sont accessibles en permanence.

### 10.5 - Installation de traitement

Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.

.../...



### **Article 11 - EXPLOITATION**

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,
- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,
- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

### **Article 12 - TRAITEMENT**

Le traitement des rejets se définit comme suit :

DESIGNATION DU REJET	MODE DE TRAITEMENT	POINTS PARTICULIERS
ED	fosse septique	le rejet doit s'effectuer conformément aux dispositions du Code des communes.
EP	séparateur d'hydrocarbures	les rejets sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au milieu naturel après traitement.

### **Article 13 - VALEURS LIMITES**

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5,
- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C.

PARAMETRES	NORME D'ANALYSE	CONCENTRATION INSTANTANEE (mg/l)
MES	NF.T 90105	35
DCO	NF.T 90101	125
HYDROCARBURES	NF.T 90114	10
Azote kjeldal	NF.T 90110	30

## **Article 14 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution des eaux, sont les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;
- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux ;
- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions.

## **PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **Article 15 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT**

#### **15.1 - Conditions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique. Il tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, les éléments justificatifs de l'efficacité énergétique des installations en place.

Les cheminées permettront une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents définis au 16.2, sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) conformes aux dispositions de la norme NF X 44 052.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc,...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

## 15.2 - Installations de combustion

Les principales installations thermiques de l'établissement, leurs caractéristiques principales, les combustibles utilisés et les points de rejet qui y sont associés, sont résumées dans le tableau ci-après :

Installations	Fonctionnement	Puissance thermique (MW)	Combustibles utilisés	Point de rejet	
				Hauteur (m)	Diamètre
turbines n° 1 et 2	marche continue	2x30Mw	gaz naturel	2x17m (conduits n° 1 et 2)	1,80m
turbines n° 3 et 4	marche continue	2x15Mw	gaz naturel	2x17m (conduits n° 3 et 4)	1,90m
groupe électrogène	< 450h/an	1Mw	gaz naturel	>10 m (conduit n° 5)	

## Article 16 - NORMES DE REJET

### 16.1 - Conditions de mesures

Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### 16.2 - Installations de combustion

Les gaz des tubulures sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :

Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit
	Vitesse minimale des gaz (en m/s) à 100% de la charge
Conduits n° 1, 2	35m/s
Conduits n° 3, 4	16m/s
Conduit n° 5	> 10

Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :

Identification du rejet	Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures NFX	Valeurs limites (Cf § 5.7 - 2ème alinéa)
			Concentration* (mg/Nm <sup>3</sup> )
Turbines à gaz (conduits n° 1,2,3,4)	NOx	43018	100
	CO	43019 et 43013	100
	SO2	43012	10
	Poussières		5
Groupe électrogène	Poussières		50
	NOx	43018	500
	CO	43019 et 43013	650
	SO2	43012	35

\* valeurs rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents de :

- 15% en volume d'oxygène dans les gaz résiduels pour les turbines ,
- 5% pour les groupes électrogènes.

## **Article 17 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS**

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

### **17.1 - Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)**

REJETS	PARAMETRES	FREQUENCE DE L'AUTOSURVEILLANCE
Turbines à gaz (conduits n° 1, 2, 3, 4)	NOx CO O2	semestrielle sans pouvoir dépasser les 1500 h maximum de fonctionnement.

Les mesures sont effectuées à 100% de la charge nominale après une période de stabilisation du régime de fonctionnement d'au moins 20 mn.

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en oeuvre et leur incidence sont adressées semestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...



### **17.2 - Validation de l'autosurveillance**

L'exploitant fait procéder au moins une fois par an aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les rapports établis par cet organisme sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

## **Article 18 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, les suivants :

- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère ;
- documents tels que le livret de chaufferie, les rapports d'examen approfondis et de visites périodiques,
- rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.

## **PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT**

### **Article 19**

#### **19.1 - Généralités**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## 19.2 - Niveaux acoustiques admissibles

L'exploitant prend toute mesure au niveau des aménagements et de l'exploitation pour que les niveaux acoustiques admissibles suivants soient respectés :

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE en dB (A)	
	7h00/22h00	22h00/7h00 Dimanches et jours fériés
Limites de propriété	55	50

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée se définissent comme étant :

- . l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- . les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- . l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'évaluation est réalisée suivant la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

## TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

### Article 20 - CONCEPTION - AMENAGEMENT

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques ou dans des cuves enterrées double enveloppe.

Le stockage des déchets est conçu pour éviter les risques d'envols et les émissions d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.

### Article 21 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets sont collectés, stockés, éliminés,... conformément aux indications données dans le tableau de l'article 22.

### Article 22 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS

L'exploitant doit satisfaire aux dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

Désignation du déchet	Conditions de stockage		Elimination
	Mode	Quantité maxi	
Condensats de gaz	cuve enterrée double enveloppe	10m <sup>3</sup>	entreprise spécialisée
Huiles usées	"	2 X 15m <sup>3</sup>	entreprise agréée
Egouttures	"	10m <sup>3</sup>	entreprise spécialisée
Résidus de traitement des eaux	évacuation immédiate après nettoyage		entreprise spécialisée
Filtre à l'entrée des pots de gaz	1 benne à déchet		entreprise spécialisée

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, du démantèlement d'une installation,...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

### **Article 23 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :
  - . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
  - . quantité produite,
  - . date d'enlèvement,
  - . nom et adresse du transporteur,
  - . mode de traitement,
  - . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit ;
- registre de contrôle de l'état bi-mensuel des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :
  - . nature et origine,
  - . quantité stockée.

## **SECURITE**

### **Article 24 - RISQUES NATURELS**

Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables.

### **Article 25 - ACCES, SURVEILLANCE**

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2,8 m, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.



## **Article 26 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT**

### **26.1 - Voies et aires de circulation**

Les installations sont facilement accessibles par les services de secours en toute circonstance.

Les installations sont desservies, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

### **26.2 - Installations électriques**

Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100.

De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art; elle est distincte de celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre.

Les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente puis suivant la périodicité définie à l'article 30.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

Un dispositif de coupure général placé de manière visible et parfaitement accessible doit permettre d'interrompre l'alimentation électrique des installations.

### **26.3 - Tenue au feu des bâtiments**

Les locaux sont conçus et aménagés de manière à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- . matériaux de classe MO (incombustibles),
- . stabilité au feu de degré 1 heure,
- . couverture incombustible.

#### **26.4 - Ventilation**

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible (gaz naturel, gaz dans les locaux de charges d'accumulateurs). La ventilation doit assurer un balayage efficace de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion et de compression, au moyen de dispositifs d'introduction et d'évacuation de l'air situés dans les parties basse et haute du local.

La ventilation doit être faite de façon à ce que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

**26.5** - Les modalités de désenfumage sont examinées en liaison avec les services départementaux chargés de la prévention incendie. Les dispositions retenues doivent être portées à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées par l'exploitant, avant la mise en service des installations.

Les locaux sont aménagés de manière à posséder une zone, vers le haut des bâtiments, de moindre résistance à l'effet d'une éventuelle explosion. Cette zone est conçue pour entraîner un minimum de dégâts aux installations, biens ou bâtiments environnants.

**26.6** - Les salles de contrôle doivent être conçues, construites et localisées de manière à protéger le personnel et à permettre la mise en sécurité de l'installation en cas d'incendie ou d'explosion. Elles doivent posséder au moins un accès indépendant du local où se trouve les appareils de combustion.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### **26.7 - Issues**

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant et dans des directions opposées. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manoeuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé. Un plan de repérage est disposé près de chacune d'entre elles.

#### **26.8 - Canalisations de gaz**

Les réseaux d'alimentation en gaz naturel doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux est aussi réduit que possible.

Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive, tassement du sol...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif accessible rapidement et en toutes circonstances doit être placé sur chaque canalisation principale afin d'arrêter l'alimentation en gaz naturel vers les capacités intermédiaires ou les appareils d'utilisation. Ce dispositif est placé à l'extérieur des bâtiments abritant l'installation. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Les organes de sectionnement à distance sont soit manoeuvrables manuellement, soit doublés par un organe de sectionnement à commande manuelle. La position ouverte ou fermée de ces organes doit être signalée au personnel d'exploitation.

Les supports ou ancrages des canalisations doivent être appropriées au diamètre et à la charge de celles-ci. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher que la dilatation n'entraîne des contraintes dangereuses sur les canalisations ou leurs supports.

Un dispositif de sécurité doit automatiquement interrompre l'alimentation en gaz naturel en cas de détection d'une valeur anormale de la pression au niveau de l'aspiration et du refoulement, par rapport à des seuils prédéterminés.

## **Article 27 - EXPLOITATION**

### **27.1 - Plan des installations**

L'exploitant tient à jour un plan d'implantation de ses installations faisant apparaître la position des principaux appareils, l'emplacement des organes de sécurité, de coupure et d'alimentation en gaz, le cheminement des canalisations de gaz et emplacement des accessoires s'y rapportant.

### **27.2 - Circulation**

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation,...

### **27.3 Conduite des installations**

#### **27.3.1 - Mise en service**

Avant la mise en service des installations, les canalisations d'alimentation en gaz naturel doivent subir un essai d'étanchéité afin de déceler toute fuite éventuelle. L'exploitant conservera les certificats établis à l'issue de ce contrôle.

La durée de l'essai doit être telle qu'elle permette de vérifier la constance de la pression. Les essais doivent être renouvelés après toute réparation pouvant affecter la résistance ou l'étanchéité des tuyauteries. Si l'installation présente plusieurs étages de pression, il est procédé à un essai pour chaque étage de pression.

### 27.3.2 - Surveillance de l'exploitation

Les installations doivent faire l'objet d'une surveillance permanente des paramètres d'exploitation et de sécurité par un personnel qualifié.

On considérera comme surveillance permanente, tout mode de conduite permettant à l'opérateur d'agir, même à distance, sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de mettre en sécurité ces derniers en toutes circonstances, en cas d'anomalies ou de défauts.

Toutes les anomalies de fonctionnement pouvant compromettre la sécurité de l'installation doit provoquer automatiquement l'arrêt instantané des appareils de combustion et la mise en sécurité de l'installation, la protégeant contre tout déverrouillage intempestif.

Le réarmement ne peut se faire que manuellement par du personnel d'exploitation après élimination des défauts. Toute remise en route à distance est interdite.

Le personnel doit s'assurer régulièrement sur place du bon état de l'ensemble des installations.

### 27.3.3. - Consignes d'exploitation

La conduite des appareils et les opérations comportant des manipulations dangereuses doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- . les procédures de démarrage,
- . les modes opératoires d'exploitation,
- . la fréquence de contrôle des dispositifs de régulation et de sécurité et des dispositifs de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- . les instructions de maintenance et de nettoyage ainsi que la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant l'opérer ces travaux.

L'entretien, le contrôle, l'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité font l'objet d'instructions de service précises.

A la suite d'un arrêt du fait d'un incident, il est nécessaire de déterminer la cause et d'y remédier avant tout redémarrage.

### 27.3.4 - Arrêt des installations

L'arrêt des installations doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés, clairement indiqués et judicieusement répartis.

## 27.4 - Entretien - Maintenance - Intervention sur le matériel

### 27.4.1 - Entretien des installations

Les locaux et abords des installations doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter notamment les amas de matières combustibles et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### 27.4.2 - Procédures de maintenance

La maintenance préventive sur le matériel de sécurité fait l'objet de l'établissement d'un dossier reprenant l'échéancier des visites, étalonnages, ainsi que le cahier des charges de ces visites et les justificatifs de non réalisation éventuelle. Les comptes rendus de visites sont conservés.

#### 27.4.3 - Consignation pour intervention

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Si cette opération est réalisée au moyen d'un obturateur à guillotine monté à demeure, un dispositif doit interdire dans toutes les circonstances sa manoeuvre sous pression.

#### 27.4.4. - Retour d'expérience

Tout incident ou accident survenus en cours d'exploitation sur du matériel de sécurité notamment doit être indiqué dans un registre sur lequel sont portés : la description, l'analyse de cet incident ou accident, ainsi que la définition de la justification des mesures prises.

### **Article 28 - PREVENTION**

#### **28.1 - Détection et alarme**

Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence et clairement repérables.

L'emplacement des détecteurs de gaz et incendie est déterminé par l'exploitant en fonction des dangers présentés. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit.

##### 28.1.1 - Détecteurs de gaz

Un système de détection de gaz est a minima mis en place au niveau des installations, à l'intérieur des bâtiments.

En cas de détection de gaz inflammable à une concentration définie par l'industriel et inférieure à :

- 20% de la LIE, l'alarme est émise et la ventilation forcée mise en service,
- 40% de la LIE, l'installation est arrêtée, isolée et dépressurisée. Le personnel concerné est immédiatement alerté.

##### 28.1.2 - Détection incendie

Les bâtiments industriels doivent être pourvus d'un dispositif de détection d'incendie.

Si ce dispositif de détection est déclenché, l'unité (ensemble turbine, compresseur) concernée est arrêtée, isolée et dépressurisée selon une procédure préétablie, ainsi que toutes les canalisations de gaz pénétrant dans le bâtiment.

## **28.2 - Consignes de sécurité**

L'exploitant élabore des consignes définissant les mesures de sécurité à respecter. Il veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.

Ces consignes prévoient, notamment :

- la conduite à tenir en cas de sinistre et les personnes à prévenir avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours...
- les modalités de mise en oeuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, d'évacuation des personnes,
- les règles d'utilisation des matériels de protection individuelle.

Elles prévoient également que, dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- il est interdit de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Seule la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu" est autorisée.
- tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge de circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" (ou d'un "permis de feu" pour les interventions avec des outillages générateurs de points chauds) et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail (ou de feu) et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail (ou de feu) et la consigne particulière sont établis par l'exploitant, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

## **28.3 - Formation**

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

Il veille à la formation sécurité de son personnel à l'entraînement de celui-ci, au port et à l'emploi des masques de protection individuelle et à la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie.

### **28.3.1 - Formation générale du personnel**

L'exploitant est tenu d'organiser, sous une forme appropriée compréhensible par chaque personne :

- une formation de son personnel, notamment à l'occasion de l'embauche, d'une mutation, de l'introduction de nouvelles technologies ou d'une modification substantielle de l'organisation de la fonction de travail, sur les risques potentiels présentés par les installations, les mesures de protection associées, et les consignes à observer,

.../...



- . une formation spécifique aux manipulations des appareils,
- . une formation particulière pour les personnes non affectées spécifiquement à des installations mais amenées à y intervenir qu'elles soient ou non salariées de l'entreprise.

La mise en application d'une consigne d'exploitation et de sécurité nouvelle ou modifiée doit faire l'objet d'une information préalable du personnel concerné.

#### **28.3.2 - Formation incendie**

Le personnel est formé et entraîné périodiquement au maniement du matériel de protection contre l'incendie. Un exercice de lutte contre l'incendie avec essais des matériels est réalisé au moins une fois par an.

#### **28.4 - Information**

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

Dans les halls d'entrée, de préférence à proximité immédiate des issues, sont affichés les documents suivants :

- plans du rez-de-chaussée indiquant les principaux cloisonnements, circulations, locaux dangereux, l'emplacement des moyens de secours et du dispositif de coupure d'urgence des fluides ou sources d'énergie,
- une plaque ou affiche, sur support fixe et inaltérable, indiquant de façon toujours apparente le n° de téléphone d'appel des sapeurs-pompiers (18) ainsi que les consignes générales à observer en cas d'incendie.

### **Article 29 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION**

#### **29.1 - Plan d'intervention**

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en oeuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

#### **29.2 - Moyens matériels**

Les dispositifs contre l'incendie sont établis en accord avec le représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours. L'ensemble de ces matériels doit être utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics. Les extincteurs et autres matériels de lutte sont placés dans des endroits signalés et parfaitement accessibles.

L'établissement doit être doté au moins d'une réserve d'eau de 180m<sup>3</sup> équipée de deux prises d'aspiration non congelables de 100m/m munies chacune d'un demi-raccord symétrique auto-étanche de 100m/m.

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Par ailleurs, l'exploitant dispose, dans l'installation, d'un matériel portable permettant de déceler une fuite de gaz et d'appareils de protection respiratoire (masque) placés dans un endroit accessible. L'installation est également pourvue des matériels nécessaires, adaptés à la tension de service, permettant une intervention sur des conducteurs électriques. Ces matériels sont maintenus prêts à servir et en parfait état.

### **29.3 - Moyens humains**

L'exploitant constitue une équipe de première intervention dotée de matériel approprié et entraînée régulièrement.

### **Article 30 - CONTROLES**

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

### **Article 31 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- certificats de contrôle demandés à l'article 27.3.1,
- comptes rendus de visites définies à l'article 27.4.2,
- plan de détecteurs défini à l'article 28,
- rapport de contrôle des détecteurs prévu à l'article 28.1,
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation prévu à l'article 27.4.4,
- plans d'intervention prévus à l'article 29-1,
- rapports de contrôle des installations électriques prévus à l'article 30 ;
- registre des consignes.

## **IMPACT VISUEL**

### **Article 32 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL**

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant :

- aménage et maintient en bon état de propreté (peinture,...) les abords immédiats de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis,
- assure le démantèlement des installations abandonnées.

## TITRE QUATRIEME

### **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

#### **Article 33 : ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

► L'atelier ne doit avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

► Le sol de l'atelier est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation.

► Le chauffage du local ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. La chaudière est dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier, il en est séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication. Tout autre procédé de chauffage peut être admis, dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

► L'éclairage artificiel se fait par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses". Les conducteurs sont établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

► Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles sont placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile", etc. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type peut être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci doit faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

#### **Article 34 - INSTALLATION DE COMPRESSION**

► Les ingrédients servant au graissage et au nettoyage ne peuvent être conservés dans la salle des compresseurs que dans des récipients métalliques ou dans des niches maçonnées avec porte métallique.

► Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

► Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

► Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

► L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

► En cas de dérogation à cette condition, des clapets sont disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit du gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

► Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manoeuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

## TITRE CINQUIEME

### MESURES EXECUTOIRES

#### Article 35 - MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex...) l'Inspecteur des installations classées.

Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### Article 36 - ANNULATION ET DECHEANCE

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### Article 37 - PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

#### Article 38 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS ET CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

### **Article 39 - CODE DU TRAVAIL**

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et à la Sécurité du Travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

### **Article 40 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

### **Article 41 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **Article 42 - NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

### **Article 43 - EXECUTION ET AMPLIATION**

Mr le Secrétaire Général de la Préfecture, Mr le Maire de Palteau, Mr le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- Mr le Maire de Palteau,
- Mr le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne,  
15-17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mr le Directeur Départemental de l'Equipement à MACON,
- Mr le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à MACON,
- Mr le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON,

- Mr le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON,
- Mr le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi à MACON,
- Mr le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile à MACON,
- Mr l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Inspecteur des Installations Classées, 206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

MACON, le 11 JUIL. 1997

LE PREFET

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

Martine JUSTON

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau Délégué,  
  
Paul ROUSSET